

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Sondage SIG réforme constitutionnelle

Résultats du sondage SIG sur la réforme constitutionnelle et la déchéance de nationalité :

- 1. Un très bon niveau de notoriété de la réforme elle-même :** 83% en ont « *entendu parler* », dont 38% « *savent précisément de quoi il s'agit* ». Fait rare sur les questions de notoriété : il y a assez peu de différences entre les CSP+ et CSP-.
- 70% pensent que la réforme - sans mention particulière de la déchéance de nationalité à ce stade - « **va plutôt dans le bon sens pour améliorer l'efficacité de la lutte contre le terrorisme** » ; contre seulement 14% « *dans le mauvais sens* » (le reste ne se prononce pas).
- 3. « La déchéance de nationalité français aux personnes ayant commis des actes terroristes, lorsqu'elles ont une double nationalité, même si elles sont nées françaises »** recueille **85% d'approbation**, dont **63% de « très favorable »** (intensité de soutien rare).

Le Front de gauche y est favorable à 57% (dont 42% de très favorable), **EELV à 77%**, **les sympathisants socialistes à 80%** (51% de très favorables), **la droite républicaine à 90%** (dont 73% de très favorable : il leur sera coûteux de ne pas la voter...), **le FN à 97%**.

Il n'y a **aucun clivage sociologique** : les CSP+ soutiennent à 86%, les CSP- à 87%. Seuls les parisiens sont un peu en retrait : 80% (dont 55% de très favorables).

- 4. « L'inscription dans la Constitution de l'état d'urgence »** recueille **86% d'approbation** (69% de la gauche radicale, 82% à EELV, 89% au PS, 90% à droite), dont 48% de « *très favorable* » - soit une intensité un peu moindre, mais qui reste néanmoins très élevée : il n'y a pas de risque d'opinion à ce stade. **Le Front de gauche y est favorable à 64%**, **EELV à 82%**, **le PS à 89%**, **la droite à 89%**, **le FN à 92%**.
- 5. L'argument du manque d'efficacité ne fait pas bouger les lignes :** une majorité pense que ce n'est pas une question d'efficacité mais de principe. **Les résultats sont très stables par rapport à avant la polémique** (le mode de recueil différent - en ligne contre téléphone - peut peut-être biaiser un peu, mais à la marge).

	Rappel IFOP/SIG 4-5 décembre 2015 (%)	Rappel IFOP/SIG 18-19 décembre 2015 (%)	Ensemble des Français 28-29 décembre 2015 (%)
• La déchéance de la nationalité ne sera pas efficace et il ne faut pas l'appliquer	14	17	12
• La déchéance de la nationalité ne sera pas efficace mais il faut quand même l'appliquer car c'est une question de principe	69	69	65
• Cette critique n'est pas justifiée, cette mesure sera efficace pour empêcher des actes terroristes.....	16	14	17
- Ne se prononcent pas	1	-	6
TOTAL	100	100	100

A gauche, 57% pensent que « *ce ne sera pas efficace mais il faut quand même l'appliquer car c'est une question de principe* », dont 46% au Front de gauche, 59% à EELV, 61% au PS.

Les réponses « *ce ne sera pas efficace donc il ne faut pas l'appliquer* » plafonnent à 13% au PS, 24% à EELV et 39% au Front de gauche.

6. L'argument de la différence de traitement entre les binationaux et les autres ne convainc pas plus :

- seuls **14%** pensent que « *cette différence de traitement est injuste, il faut renoncer à la déchéance de la nationalité des binationaux* », dont 23% au PS, 26% à EELV et 46% au Front de gauche (soit des scores proches des oppositions à la mesure).
- 51% pensent que « *malgré cette différence de traitement, il faut quand même l'appliquer car c'est une question de principe* » (45% à gauche) ; et 26% pensent même que « *pour remédier à cette injustice, il faut étendre la déchéance de la nationalité à tous les Français* » (dont 21% à gauche).

Avec une question proche, qui rappelle que la déchéance de nationalité existe déjà pour les binationaux naturalisés, 77% pensent que « *cette extension est justifiée, car il faut traiter tous les binationaux de la même manière, sans faire de distinction sur la façon dont la nationalité française a été acquise* » (72% au PS), contre 23% qui estiment que « *cette extension n'est pas justifiée, car toutes les personnes nées françaises ne seront alors plus traitées de la même manière, selon qu'elles ont également une autre nationalité ou pas* » (28% au PS).

7. Un retrait de la mesure aurait certainement été mal reçu : 21% seulement pensent que « *le Président aurait dû tenir compte des critiques exprimées par son propre camp et ne pas accentuer les divisions à gauche* » ; contre **79%** qui estiment que le Président « *a eu raison de maintenir cette mesure* » car il « *respecte ainsi les engagements qu'il a pris après les attentats devant les Français et le Parlement* » (81% au PS).

Les partisans d'une remise en cause pour ne pas accentuer les divisions à gauche se recrutent assez peu au PS (19% seulement), restent contenus à EELV (35%), sont un peu plus nombreux au Front de gauche (50%) sans être toutefois nettement majoritaires.

Les hypothèses de « mesure de substitution » (type indignité nationale) n'ont pas été testées, mais recueilleraient sans doute des scores proches.

8. Trois autres questions permettent de mesurer que, malgré cette forte adhésion, le sujet reste somme toute assez secondaire aux yeux des Français :

- Majoritairement, et malgré l'intensité de la polémique, il n'a « *pas eu d'impact* » sur l'image du PR (56%) ni du PM (60%).

Mais quand il y en a eu, l'impact est plutôt bénéfique : 26% jugent que la décision de maintenir la mesure donne « *une meilleure image* » du PR contre 18% « *une moins bonne image* » (22% / 18% pour le PM). Les contestations sont là-encore contenues à EELV (26%), un peu plus fortes au Front de gauche (43%) sans être écrasantes (19% des électeurs Front de gauche jugent même que cela leur donne une « *meilleure image* » du Président...).

A noter que les sympathisants PS (et UDI) se détachent nettement : pour **42% d'entre eux** (40% pour l'UDI) cela leur a donné « *une meilleure image* » du PR, contre 18% (20% à l'UDI) une « *moins bonne image* ». La capacité à s'élever au-dessus des calculs politiques reste toujours plébiscitée, y compris dans son camp.

- **Malgré la polémique lancée par la droite, la question de la présence de Ch. Taubira au gouvernement reste contenue.** 55% souhaitent qu'en raison des critiques qu'elle a émis, elle « *démissionne* » - demande contenue, portée à 83% par la droite contre seulement 30% par la gauche. 18% ne le souhaitent pas (41% à gauche). Et surtout 27% estiment que cela « *leur est indifférent* » (29% à gauche).
- **Enfin concernant le mode d'approbation, 51% des Français préféreraient un référendum, soit là encore un score assez faible pour une question de cette nature** (où l'opinion est en général toujours fortement encline à vouloir donner son avis) ; contre 28% qui préféreraient qu'« *un vote des députés et sénateurs au Parlement* » s'en charge ; et 21% pour qui « *cela [leur] est égal* ».

Les partisans d'un référendum se recrutent un peu plus chez les CSP- (61%) mais surtout en raison de leur plus grande défiance envers les parlementaires (seuls 16% souhaitent leur renvoyer le sujet).

Il n'y a guère que les sympathisants frontistes pour appeler de façon importante à un référendum (74%).

9. Enfin, question très théorique, si référendum il y avait, 59% des Français déclarent aujourd'hui qu'ils iraient voter « *pour* », 11% « *contre* », et 30% ne se prononcent pas à ce stade.

Adrien ABECASSIS